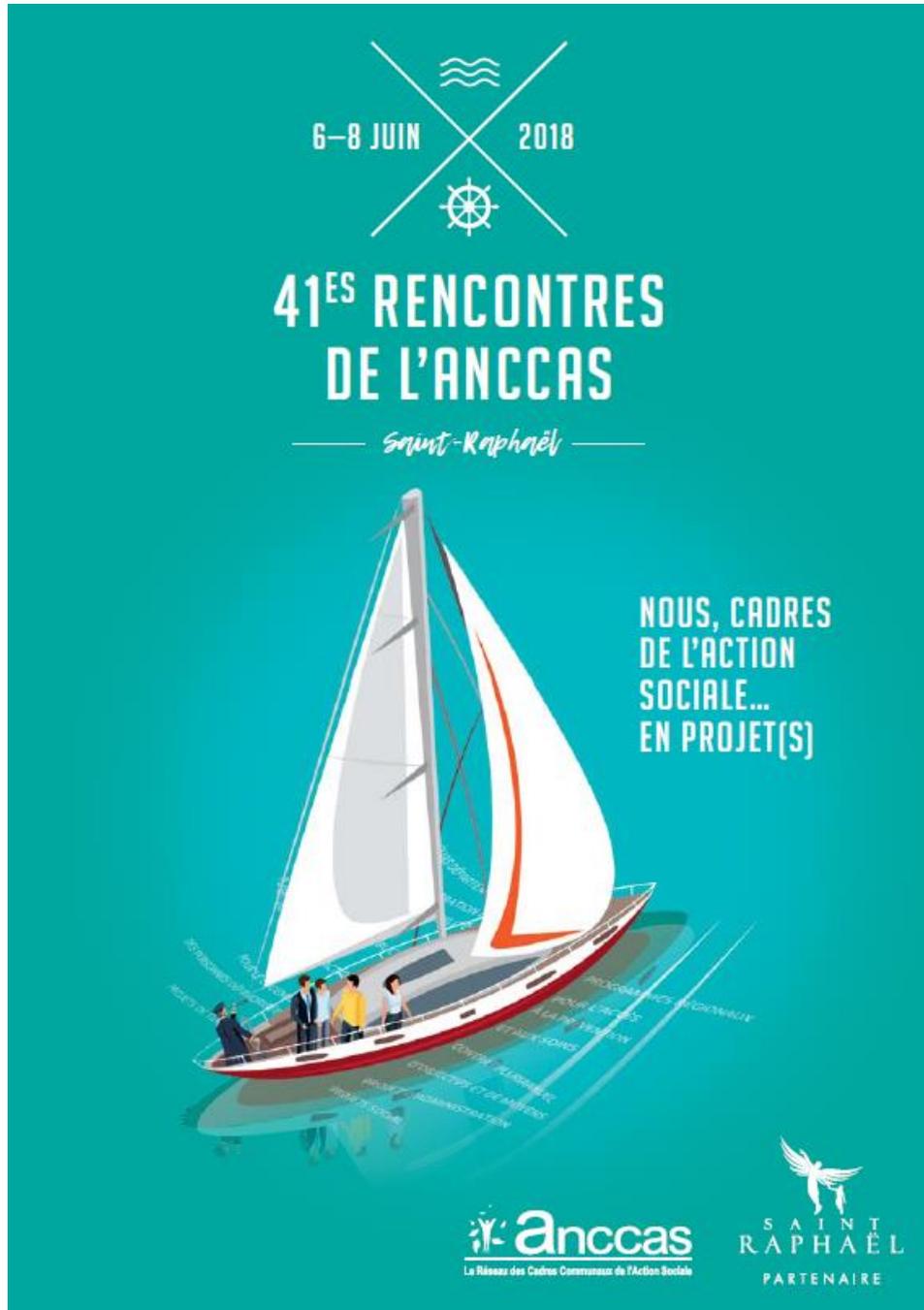




Juin 2018

CENTRE DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES INSET ANGERS



DOSSIER DOCUMENTAIRE

Elaboré par le Centre de Ressources Documentaires de l'Inset d'Angers et l'Anccas



Centre national de la fonction publique territoriale

***Ce dossier documentaire est strictement réservé à votre usage personnel.
Dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle, il ne vous est pas permis de le reproduire,
ni de le céder ou d'en faciliter la reproduction par un tiers.***

Action sociale / ROUZEAU Marc

In Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation / AUBELLE Vincent, KADA Nicolas, PASQUIER Romain (dir), Berger Levrault, 2017, p. 34-38

Depuis l'avènement des États-nations, la production des solidarités s'est largement déterritorialisée. En France, après-guerre, cette logique s'incarne dans le déploiement de la Sécurité sociale, la gestion planifiée de services d'action sociale et l'organisation nationale du travail social généraliste. Par la suite, les trois vagues de réformes décentralisatrices (1982, 2004, 2015) se combinent pour ériger, au moins en apparence, le département en chef de file de l'action sociale. Cependant, ce domaine d'action s'avère traversé par de multiples initiatives : européanisation des cadres de références, déploiement des politiques contractuelles, agencification, persistance d'une forme de « welfare municipal » ou encore reconfigurations intercommunales... A ce jour, cet enchevêtrement des compétences sociales engendre des coûts de coordination importants et le leadership départemental reste assez relatif. Ainsi, pour faire face efficacement à la résurgence de la question sociale, convient-il de clarifier encore davantage le pilotage de l'action sociale territoriale.

Les contractualisations territoriales à l'épreuve des recompositions de l'Etat social / ROUZEAU Marc, Les Politiques sociales, 04/2016

Dans les années 1960, l'Etat planificateur composait à la marge avec les intérêts locaux. Dans les années 1980, dans le cadre d'un paysage national pluraliste, cette régulation croisée s'est trouvée remplacée par un large processus de socio-territorialisation et une généralisation des contrats d'action publique. Depuis une dizaine d'année, le pilotage par grands programmes tend à articuler davantage action sociale, éducation et santé. Il donne lieu à des conventionnements plus sélectifs et prescriptifs. Marqueurs d'un Etat social actif en train de prendre prise, de nouveaux équilibres entre protection et mobilisation se font jour et l'expertise sociale est de plus en plus sollicitée pour discriminer les pratiques probantes.

La décentralisation des politiques sociales à l'aune des récentes réformes territoriales : Bilan et perspectives / sous dir AVENEL Cyprien

CNFPT, INET, 2015, 149 p

<http://www.adcf.org/files/THEME-Amenagement-du-territoire/RapportINET-VersionFinale-2015.pdf>

L'étude présentée ici est organisée en deux grandes parties :

- Le champ des politiques sociales recouvre une réalité plurielle et complexe, le bilan de leur décentralisation met en lumière des enjeux, que les reformes territoriales en cours devraient prendre en compte
- Financement, gouvernance et transversalité : quel avenir de l'Exercice des politiques sociales ?

Innover dans les politiques sociales. Pratiques du changement / BARON Alexis

Presses universitaires de Grenoble, 2013

La commune et le département (via les centres communaux d'action sociale pour l'une et les services sociaux pour l'autre) constituent traditionnellement les deux collectivités territoriales les plus actives dans le champ du social et du médico-social. Pourtant, de nouveaux acteurs locaux revendiquent une place croissante en la matière et leur disputent désormais le leadership.

Après avoir dressé un état des lieux des dispositifs réglementaires et des compétences respectives de ces deux institutions dans ce domaine, l'ouvrage montre combien leurs relations peuvent être complexes tumultueuses, parfois au détriment de leur efficacité...

Face à ces multiples enjeux, les auteurs s'appuient sur de nombreux exemples de coopération réussie pour montrer l'intérêt du décloisonnement de l'action publique et de la coopération institutionnelle, synonymes de partenariat constructif au bénéfice du service public.

Groupe de travail Gouvernance des politiques de solidarité / DINET Michel, THIERRY Michel, JANVIER Guy, Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, 12/2012, 33 p.
http://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_gouvernance_final_couv.pdf

Quatre thématiques abordées :

- La coordination, notamment institutionnelle, entre les collectivités territoriales et l'Etat, ainsi qu'entre les différents services de l'Etat, dans la conception, le financement, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques déjà très largement décentralisées. Au-delà de la coordination entre les institutions, généralement au plan départemental, il est également important de faciliter la mise en œuvre de projets territoriaux de développement social permettant de dépasser le cloisonnement des dispositifs administratifs et la multiplicité des intervenants ou référents.
- L'amélioration des modes de coopération entre les acteurs publics et le monde associatif et plus généralement avec l'environnement direct des usagers. Il s'agit également de remobiliser les solidarités d'engagement et de proximité.
- L'association des intervenants sociaux et des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques sociales, avec la volonté de viser la mobilisation effective des capacités et ressources des usagers et des personnes en situation de pauvreté.
- L'identification des besoins et l'évaluation des politiques mises en œuvre, avec le souci de développer l'observation et les expérimentations

TABLE RONDE 1 : L'action sociale au cœur des projets de territoire

A / Territoire et recompositions territoriales

❖ OUVRAGES



Les territoires vécus de l'intervention sociale / BRESSON Maryse, COLOMB Fabrice, GASPARD Jean-François, Presses universitaires du Septentrion, 2015, 257 p.

La territorialisation, en déplaçant les politiques publiques nationales vers l'échelle locale, permet-elle de dépasser les limites des politiques sociales et de repenser l'enjeu du « vivre ensemble » ? Les auteurs, sociologues et politistes de différents pays apportent un éclairage renouvelé sur cet enjeu majeur des réformes engagées depuis les années 1980, en se situant sous l'angle des territoires vécus par les acteurs. Sans occulter les différences selon les territoires, l'ouvrage met en évidence une remarquable convergence des évolutions dans leurs pays. La montée en puissance des systèmes locaux et les partenariats, les modes d'organisation et de partition renouvelés de l'espace et des pratiques professionnelles sont situés dans un mouvement plus global de fragmentation et d'individualisation du social, justifiant l'idée de territorialisation néolibérale. Pourtant, les facettes de la territorialisation sont multiples, inséparables de la diversité des « problèmes » que s'attache à résoudre l'intervention sociale. Les interactions et les luttes pour définir les rôles de chacun, politiques, professionnels, bénévoles contribuent à la façonner. Et trop souvent alibi de réformes qu'ils perçoivent peu et mal, les usagers-bénéficiaires mettent en œuvre des formes de réappropriation. Aussi cet ouvrage invite à poursuivre et ouvrir les débats sur le type de solidarité qui, à travers la territorialisation, participe d'un processus général de transformation de la société.



Travail social et territoire. Concept, méthode, outils / MOINE Alexandre, SORITA Nathalie Presses de l'Ehesp, 2015, 252 p.

Les territoires sont au cœur des politiques sociales. Mais que recouvre cette notion ? Fruit d'un dialogue entre géographes et professionnels de l'action sociale, entre théorie et pratique, ce livre en propose un nouvel éclairage à l'usage des travailleurs sociaux. Pluridisciplinaire, la notion de territoire se situe au croisement de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques et sociales. À travers une synthèse théorique, les auteurs proposent des outils d'analyse et de diagnostic permettant d'appréhender la réalité complexe des territoires et de mieux penser le travail social.

❖ ARTICLES

Territorialiser l'action sociale

Intercommunalités, 03/2018, n° 228, p. 5-8

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/AdCF-Interco228-basse-def-2.pdf>

Le champ de l'action sociale apparaît de plus en plus investi par les communautés et métropoles. Divers et protéiforme, il irrigue de façon contrastée les politiques locales : l'heure n'est pas à la mise en œuvre d'une compétence unique d'une collectivité à l'autre, mais bien au déploiement d'actions multiples et territorialisées, qui répondent aux besoins du territoire et au projet intercommunal. Ce focus revient sur l'évolution de la compétence action sociale, sur sa territorialisation, et illustre le champ des possibles par des retours d'expérience. Il donne également la parole à la Caisse nationale des allocations familiales, dont les Caf départementales constituent des interlocuteurs de premier plan pour les communautés.

Collectivités territoriales : quels jeux d'alliance ? [Dossier]

Pouvoirs locaux, 12/2017, n° 111, p. 20-125

Au sommaire :

- Faire alliance. Enjeux et dynamiques des coopérations territoriales à l'heure des transitions, Patrice Diatta et Romain Pasquier
- La métropole peut-elle nouer une alliance sans dominer ? Valérie Jousseume
- Des métropoles incomplètes, Christophe Demazière
- L'alliance des territoires : penser la coopération territoriale à l'heure des réseaux ? Benjamin Grebot
- Une auto saisine citoyenne à Bordeaux Métropole, Simon Bart et Yves Raibaud
- L'émergence d'un territoire d'action et de projet : Bretagne Sud, entre coopération et indécision, Florence Gourlay et Clément Marinos
- La fabrique interterritoriale et ses échecs, Goulven Boudic
- Quelle métropolisation pour Angers ? Martine Long
- La résistible émergence d'une politique de "coopétition" entre les métropoles de Rennes et de Nantes, Jeanne Chauvel
- Les métropoles, entre "alliance" et "absorption" des territoires, Emilie Marcovici
- Dynamiques de l'emploi au sein des systèmes métropolitains, Denis Carré et Nadine Levratto
- Le département, catalyseur des alliances territoriales, Laurent Courtet
- Le développement de la Vallée de la Seine, Laurent Moreno
- Les pôles de compétitivité, des structures d'intermédiation territoriale, Lucie Renou

Le social, un nouvel attelage du nouveau paysage intercommunal ?

Actes : actions et territoires du social, 04/2017, n° 477, p. 11-17

La recomposition du paysage intercommunal ne sera pas sans incidence sur le volet social. Les communautés de communes et d'agglomérations, voire les communes nouvelles, mettront-elles plus ou moins l'accent sur le social ? Impossible de répondre aujourd'hui sans risquer d'être contredit dans le futur. L'UNCCAS le sait bien, elle qui se mobilise depuis plusieurs années pour que l'action sociale ne soit pas considérée comme le parent pauvre de la dynamique intercommunale.

Les enjeux et les impacts de la réforme territoriale sur la mise en œuvre des politiques sociales / AVENEL Cyprien

Revue française des affaires sociales, 04/2017, n° 2, p. 361-392

<https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2017-2-p-359.htm>

Dans cet article, nous livrons une analyse des enjeux et des impacts de la nouvelle réforme territoriale sur la conception de la politique sociale et sur les modalités de sa mise en œuvre au plan local. Après la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM, 2014), puis la loi relative à la délimitation des régions (2015), la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe, 2015) pose à nouveau la question du devenir des compétences sociales sur les territoires. Nous proposons une mise en perspective critique de cette réforme, qui recentre notamment les départements sur les solidarités, mais maintient leur rôle de chef de file dans une position incertaine entre la consolidation des grandes régions et la montée en puissance des pouvoirs intercommunaux et métropolitains. Pour autant, le projet du transfert de certaines compétences sociales aux métropoles soulève plus de questions qu'il n'en résout et révèle un engagement très limité de ces dernières en ce domaine. L'enjeu de la décentralisation, en définitive, réside moins dans l'organigramme canonique de la répartition des compétences, que dans l'élaboration progressive d'une nouvelle réponse sociale substituant aux interventions verticales et sectorielles usuelles une approche plus transversale et décloisonnée, non seulement corrective et réparatrice, mais également plus préventive et inclusive.

« Métropoles : où en est-on des transferts de compétences ? » / LAFORE Robert

Actualités sociales hebdomadaires, 28/04/2017, n° 3008, p. 32

La loi du 7 août 2015 portant « nouvelle organisation territoriale de la République » (NOTRe) a imposé aux départements et aux nouvelles métropoles créées par la loi « Maptam » du 27 janvier 2014 le transfert ou la délégation d'un certain nombre de leurs attributions des premiers vers les seconds. Quels ont été les transferts ou délégations effectivement décidés, en ne prenant en compte que ceux qui entrent dans le champ de l'action sociale ?

Lyon Métropole " Le projet des solidarités englobe toutes les politiques sociales"

Gazette sante social (la), 04/2017, n° 139, p. 43-45

La création de la métropole de Lyon, née au 1er janvier 2015 de la fusion du conseil général du Rhône et de la communauté urbaine, a eu pour conséquence l'arrivée de nouvelles compétences sociales et médicosociales. Pour favoriser la transversalité et fixer un cadre stratégique d'action, la Métropole a décidé d'élaborer un projet métropolitain des solidarités.

L'effet ricochet de la réforme territoriale

Pouvoirs locaux, 02/2017, n° 109, p. 51-114

Au sommaire de ce dossier :

- La décentralisation a-t-elle encore un avenir ? (Daniel Béhar)
- Refonder le Parlement (Olivier Rouquan)
- Absence de tutelle et hiérarchie : quelles relations entre les collectivités territoriales ? (Thomas Frinault)
- L'État territorial et la mise en œuvre de la politique de prévention de la radicalisation religieuse (Jacques Fialaire)
- Les territoires ruraux depuis - et au-delà- de l'Acte III de la décentralisation (Claude Devès)
- Architecture, stratégie et politique versus bricolage, tactique et arrangement (Vincent Aubelle)
- Le mariage improbable des régions et des départements : question éternelle ou faire-part imminent ? (Vincent Simoulin)
- La mutualisation à la croisée des chemins (Vincent de Briant)
- Un vœu pour 2017 : que l'État recouvre la vue (Nicolas Kada)
- Après une année sous tension, une action sociale publique de proximité à promouvoir (Joëlle Martinaux)

Les départements sont-ils condamnés ?

Travail Social Actualités, 04/2016, n° 71, p. 15-21

Bousculés par le pouvoir politique, fragilisés par la montée du nombre d'allocataires du RSA, « ringardisés » par les métropoles, les départements s'interrogent sur leur avenir. Pourtant, cette collectivité de proximité en charge de l'action sociale conserve sa légitimité. A condition de redéfinir ses modes d'intervention et de retrouver un peu d'oxygène.

Intercommunalité : l'action sociale, levier du projet global

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/04/2016, n° 2313, p. 42-44

L'action sociale intercommunale permet de développer des structures qui jouent un rôle important dans l'attractivité d'un territoire. Au-delà des publics fragiles, une politique sociale à l'échelon intercommunal ambitionne de s'adresser à l'ensemble de la population. La nouvelle carte intercommunale est l'occasion de réviser et de renforcer les dispositifs qui, pour beaucoup, sont encore expérimentaux. Expériences : CC du Coeur de l'Avesnois (Nord) ; CC du pays de l'Ourcq (Seine-et-Marne) ; CA du Choletais (Maine-et-Loire) ; CC du pays de Vendôme (Loir-et-Cher) ; CC en Terres vives (Cher) ; CA du Grand Cahors (Lot)...

Les communautés XXL à l'épreuve des réalités

Maires de France, 03/2016, n° 333, p. 22-24

Dans la refonte des cartes intercommunales imposée par la loi NOTRe, l'élargissement des communautés reste la priorité des préfets. Les réactions des élus varient d'un département à l'autre.

Villes, communautés, départements et régions : vers quelles synchronisations territoriales ?

Pouvoirs locaux, 12/2015, n° 107, p. 47-99

En ce début 2016, les changements de périmètres se multiplient : 1 013 communes et intercommunalités se sont rassemblées en 300 communes nouvelles, les intercommunalités s'agrandissent, la nouvelle carte des régions est en place. Il en ressort comme un effet dominos, l'agrandissement du périmètre de l'un se répercutant sur l'échelon suivant. Les départements demeurent eux stables bien que ces changements d'échelles ne soient pas sans impact.

Dans ce numéro, Jean-Pierre Balligand évoque la perspective à terme d'une France à 60 départements, une perspective motivée par deux interrogations : dans la nouvelle carte régionale, les départements actuels seront-ils à la bonne échelle ? Le développement intercommunal ne les contraint-il pas à revoir leur périmètre ?

<http://gouvernancepublique.fr/site/produit/n107-vers-quelles-synchronisations-territoriales/>

Réforme territoriale : l'intercommunalité vient au social

Gazette sante social (la), 10/2015, p. 15-22

Réunis pour leur 26e convention annuelle à Tours début octobre, les représentants des communautés étaient invités à débattre de l'essor de l'action sociale des intercommunalités. Il y a un an, pour ce même rendez-vous, un sondage révélait que 56 % des présidents de communauté ne souhaitaient pas voir transférer les compétences sociales des départements à leur intercommunalité, invoquant la charge financière des prestations mal compensées par l'État. Depuis, les communautés ont progressé dans leur réflexion sur la nécessaire refondation des politiques locales de cohésion sociale.

Au sommaire :

- A Thouars, l'interco s'adapte aux besoins
- Annecy : du domicile à l'établissement
- L'intercommunalité sociale au défi de la proximité
- La Belgique veut gagner en efficacité

Vers une compétence développement social à l'échelle des communautés

Intercommunalités, 07-08/2015, p. 6

<http://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco201-150729-web.pdf>

L'AdCF a été mandatée par les ministres Marisol Touraine et Marylise Lebranchu pour rédiger un rapport sur l'action sociale intercommunale, remis officiellement le 15 juillet dernier. L'association y observe la montée en puissance des communautés sur le champ de l'action sociale, et plaide pour la structuration d'une compétence plus large à l'échelle pertinente de l'intercommunalité.

Mutualisation des politiques sociales : quelle gouvernance ? / MANRIQUE Jean-Charles

Ifrap - 09 juillet 2015

<http://www.ifrap.org/emploi-et-politiques-sociales/mutualisation-des-politiques-sociales-quelle-gouvernance>

Le projet de loi NOTRe sera bientôt adopté. Une année après sa mise en débat, force est de constater que ce texte ne marquera pas son époque. Il s'inscrira dans une continuité d'occasions manquées, poursuivant le mythe d'une simplification du millefeuille territorial. Une nouvelle fois, la théorie du « big bang » territorial se sera révélée inapplicable car inadaptée aux circonstances du temps. Il n'est qu'en France qu'il soit encore considéré que la lutte contre les déficits publics, la rationalisation de l'action publique, ou la rénovation politique passent par une approche strictement institutionnelle. À refuser de voir les réalités en face, c'est-à-dire une France confrontée à une crise profonde et durable de ses finances publiques, voire même de son pacte républicain, les réformes structurelles des politiques publiques attendront encore

Politiques sociales : les territoires à la manœuvre

Pouvoirs locaux, 06/2015, n° 105, p. 23-84

- Départements et politiques sociales : le statu quo apparaît difficilement soutenable
- "Relever le défi de l'individualisation des politiques sociales", entretien avec Philippe Bas
- La dépendance : défis à court et à long terme
- Le système français de protection de l'enfance : une hydre à trois têtes
- Sortir de l'ambiguïté des politiques d'insertion
- Tribune : L'esprit de responsabilité, valeur clé de la politique sociale
- Une nouvelle gouvernance territoriale des politiques sociales est-elle possible ?
- Métropolisation : quel impact pour les politiques sociales ?
- La région, une chance pour les politiques sociales
- "Il faut nationaliser le financement des prestations universelles, véritable jardin à l'anglaise incompréhensible et injuste", entretien avec Hervé Gaymard
- La mutualisation des politiques sociales : une pratique de bonne gouvernance
- Écarts de mise en œuvre ou politiques publiques locales : l'exemple de l'aide aux personnes âgées dépendantes à domicile
- Le social : impensé de la réforme territoriale ?

L'action sociale bousculée par la recomposition institutionnelle

Maires de France, 06/2015, n° 325, p. 36-37

L'action sociale locale est bousculée : remise en question de l'obligation d'avoir un CCAS, montée de l'intercommunalité, recomposition des rôles des départements et des métropoles... Cette réorganisation offre une occasion de repenser l'action sociale locale et de réfléchir à la question de l'échelle pertinente.

**Le territoire est-il un impensé de l'action sociale ? / AVENEL Cyprien, MOINE Alexandre
Gazette sante social (la), 06/2015, n° 119-120, p. 16-17**

Après la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Maptam) et la loi relative à la délimitation des régions, la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre), dernier volet de la réforme territoriale, sera examiné en deuxième lecture à l'Assemblée nationale le 29 juin. S'il semble a priori peu impacté, le secteur social doit s'interroger sur les effets de la réforme sur son champ d'action. Des mutations profondes dans les manières de penser et de conduire l'action publique sont en cours. Elles doivent conduire à sortir d'une approche institutionnelle de répartition des compétences pour prendre en compte la dimension territoriale et transversale des projets.

http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/D_R_veloppement_social.pdf

**Métropolisation de l'action sociale / LAFORE Robert
Revue de droit sanitaire et social, 05/2015, p. 525-535**

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, qui est l'une des trois lois formant finalement "l'acte III" de la décentralisation, institue un nouvel établissement public : la métropole. Bien que soient créées aussi des métropoles à statut dérogatoire (Le Grand Paris, la métropole de Lyon, la métropole Aix-Marseille-Provence), le droit commun des métropoles prévoit au profit de ces collectivités des transferts d'attributions en provenance des communes-membres ainsi que du département, de la région et de l'Etat. Le champ de l'action sociale est concerné, divers segments de ces politiques pouvant leur être confiés. Pour ce domaine particulier, il s'agit d'en apprécier le contenu et, le confrontant aux logiques inscrites au moins implicitement dans le projet métropolitain, d'en peser le sens et la portée.

Intercommunalité et développement social / CAURET Loïc, CHEREAU Antoine, DEBART Marie-Hélène, DE BATZ Charles

Assemblée des communautés de France, 05/2015, 65 p.

<http://www.adcf.org/files/Rapport-social-version-adcf-04052015-web.pdf>

Quel pourrait être le rôle de l'intercommunalité en matière d'action sociale ? S'il n'est plus question de transférer la gestion des allocations de solidarité aux intercommunalités – comme cela a pu être envisagé un temps dans le cadre de la préparation de la réforme territoriale –, ce prérapport commandé à l'Assemblée des communautés de France (AdCF) par Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales, et Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation, formule des propositions pour structurer la compétence « action sociale » de cet échelon. Aujourd'hui, le rôle des communes et des intercommunalités dans ce domaine se caractérise « par une très grande diversité, à la fois de conception mais aussi de modalités d'interventions », ce qui s'explique par la variété des modes d'organisation des services locaux d'action sociale. En outre, comme l'ont déjà souligné de nombreux travaux, les acteurs impliqués dans l'action sociale sont multiples – caisses d'allocations familiales (CAF), associations, agences régionales de santé (ARS), conseils généraux, caisses de sécurité sociale, Etat... –, ce qui conduit à un « enchevêtrement » des dispositifs, rappellent les auteurs. Dans ce paysage, ils proposent de faire du territoire intercommunal « l'interface entre la "territorialisation" des politiques des grands acteurs des politiques sociales et les initiatives locales ».

Politiques sociales et intercommunalités - Méthode et résultats d'une démarche pour accompagner la réflexion des élus locaux

Mairie Conseils, 24/03/2015

<http://www.mairieconseils.net/cs/ContentServer?pagename=Mairie-conseils/MCPublication/Publication&cid=1250268664072>

La démarche « Politique sociale et intercommunalités » vise à accompagner les élus dans l'élaboration d'un projet social d'intérêt communautaire. Elle se nourrit des réalités communales. Le processus est ascendant. Confirmant le rôle primordial des élus quant à leur capacité à cerner les préoccupations et fédérer les ressources au-delà d'une seule visée réparatrice, cette démarche organise une concertation avec l'ensemble des élus et les principaux acteurs locaux et produit une réflexion collective.

Les échelles territoriales de l'intervention sociale : enjeux et défis d'une mutation profonde /
BRESSON Maryse, MESSU Michel
SociologieS, 10/11/2014
<https://sociologies.revues.org/4818>

Le présent Dossier invite à problématiser les mutations de l'intervention sociale en interrogeant les enjeux et les défis des recompositions d'échelles territoriales, qui transforment à la fois la gouvernance des politiques sociales, les pratiques professionnelles des intervenants sociaux et les droits et services aux « usagers » – eux-mêmes diversement désignés, de manière signifiante, comme public, ayant droit, bénéficiaires, habitants ou clients.

B / Vers une évolution des modes de faire et d'organisation

1 / Management

Gérer des agents nomades ou territorialisés **Gazette sante social (1a), 11/2017, n° 145, p. 40**

Une des conséquences des fusions de collectivités et de l'évolution des périmètres, c'est le renforcement du management à distance. Avec le risque de perdre le contact avec les équipes.

Piloter des équipes "Hors les murs". En lien avec le terrain **Actualités sociales hebdomadaires, 13/10/2017, n° 3029, p. 26-28**

En intervention sociale comme en prévention spécialisée ou en aide à domicile, les directeurs et chefs de service doivent parfois manager à distance des équipes disséminées. Ce qui requiert de peaufiner les recrutements, d'établir une communication régulière et d'assurer une cohésion entre les professionnels.

Fonction de direction. Le temps des métamorphoses / MALLAURY Aude **Direction(s), 02/2017, n° 150, p. 20-27**

Dans un paysage institutionnel en constante mutation, les cadres de direction des établissements et services sociaux et médico-sociaux sont parfois soumis à rude épreuve. Les rôles se sont modifiés, les publics ont évolué. La fonction devient même difficilement tenable pour certains, entre mal-être professionnel et conflits de valeurs. Le défi pour les directeurs ? Rester dans une position éclairante, en misant notamment sur l'intelligence collective et en se taillant des marges de liberté.

- "Attention aux cadres qui souffrent en silence"
- "Revenir à l'essentiel : le management du travail"
- "Les nouveaux leaders"

Innovations managériales. Intelligence collective **Actualités sociales hebdomadaires, 11/11/2016, n° 2983, p. 26-29**

Approche sociocratique, outils collaboratifs, méthode Vita Air... Les directeurs des ESMS sont nombreux à s'engager dans une démarche de management innovant. Pour connaître le succès, il leur faut, outre l'aval de leur gouvernance, le soutien de leurs équipes.

"Les cadres du social : des dominants dominés ?" / DENIMAL Dominique **Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 47, p. 26-27**

Plusieurs auteurs défendent l'idée que les cadres seraient eux-mêmes pris dans un système de servitude volontaire à l'égard de leur organisation, s'investissant sans compter au nom de la performance et du respect des normes. Ce discours mérite toutefois d'être nuancé, parce qu'il nie la part subjective de tout acteur, analyse Dominique Denimal, assistant de service social, sociologue de formation, lui-même titulaire du Caferuis.

Quand le management collaboratif sert de levier

Direction(s), 06/2016, n° 143, p. 25-26

Olivier Duplan, directeur d'une MECS gérée par la Fondation des Apprentis d'Auteuil, entend insuffler une nouvelle dynamique à la démarche qualité au sein de l'établissement. Sa méthode ? Responsabiliser les professionnels et valoriser leurs idées. Avec des résultats prometteurs.

Management : Les services de la solidarité travaillent en co-construction

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/01/2016, n° 2300, p. 32

La Gironde a lancé, en 2011, la méthode "Spiral" pour dynamiser son agenda 21. Depuis quelques mois, des agents des services de la solidarité s'en sont emparés.

« Manager par une démarche d'expertise » / GAULENE Sylvie, CHEVALIER Isabelle

Forum, 2016/1 (N° 147), p. 68-74. DOI : 10.3917/forum.147.0068

<https://www.cairn.info/revue-forum-2016-1-page-68.htm>

Dans un contexte de rationalisation de l'action sociale, les mutations de l'intervention sociale imposent de nouvelles pratiques professionnelles tant dans l'accompagnement individuel que dans l'action collective. La question du mode de management des équipes médico-sociales est au cœur des évolutions des métiers et du changement à conduire dans l'action sociale. Notre article s'appuie sur une expérience menée par une auteure de l'article, il analyse le rôle du cadre manager engagé dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de D.S.L. innovant, comme un développeur de son territoire et de son équipe.

L'Hérault veut libérer les énergies

Travail Social Actualités, 11/2015, n° 67, p. 20-21

Le projet social dont vient de se doter le département de l'Hérault vise à redonner du temps aux travailleurs sociaux. Il mise à une réorganisation du travail pour leur permettre de construire une relation de confiance avec les personnes qu'ils accompagnent.

2 / Analyse des besoins / observation territoriale /diagnostic partagé

A Bondy, l'ABS au cœur d'une nouvelle dynamique

Actes : actions et territoires du social, 03/2016, n° 466, p. 14

Ville de 54 000 habitants, où le taux de pauvreté est l'un des plus importants de Seine-Saint-Denis, Bondy s'est lancé en juillet 2014 dans un projet social de territoire. Le but : fédérer les acteurs locaux autour d'une démarche nouvelle.

Martinique : mutualisation de l'ABS

Actes : actions et territoires du social, 03/2016, n° 466, p. 16-17

En Martinique, les 34 CCAS ont travaillé de concert sur trois thématiques, sur trois périodes différentes, avec l'appui des trois intercommunalités et de la collectivité territoriale. Une démarche commune pour répondre aux réalités du terrain.

L'Analyse des Besoins Sociaux : pas les moyens de s'en passer ! / VINCENT Pascale, PERIGAUD MORLAT Gaëlle, LE QUANG Chrystel

Actes : actions et territoires du social, 03/2016, n° 466, p. 8-17

La décision était passée quasi inaperçue. Une ligne noyée parmi les centaines d'un dossier de presse, celui du comité interministériel aux ruralités de septembre 2015. Entre deux autres mesures "de simplification du fonctionnement des collectivités locales", l'obligation de réalisation annuelle de l'analyse des besoins sociaux (ABS) venait d'être "abrogée". "En une matinée, le gouvernement enterre 20 ans de progrès social", réagissait l'UNCCAS.

- De la méthode plutôt que la méthode Coué (CCAS/CIAS Isère)
- Auto formation dans le Doubs
- Trop d'infos peuvent tuer l'info : UD Rhône
- Amiens mise sur une ABS structurée pour durer
- l'ABS permet d'adapter les politiques publiques (Poitiers)
- A Bondy, l'ABS au cœur d'une nouvelle dynamique
- L'Oisans : vers une action sociale ciblée plus transversale
- Martinique : mutualisation de l'ABS

Les enjeux de l'observation sociale locale / GUERY Hervé

Compas études, n° 12, 04/2014, 4 p.

http://www.lecompas.fr/doc/compasetudes12_avril2014.pdf

Les lois de décentralisation ont transféré une partie de l'action sociale au niveau local, sans transmettre les outils de connaissance de la société. En dépit de la multiplication des données transmises par le niveau national, les acteurs locaux ont souvent de grandes difficultés à fournir une information organisée et suivie. De l'école à la justice, en passant par le surendettement, bien des informations manquent encore. Les systèmes d'information et de diffusion des statistiques demeurent difficiles à exploiter par les acteurs locaux. Au-delà de la compilation, c'est bien la question du sens de l'observation sociale locale qui est posée. Il demeure donc un vrai travail à mener en direction des élus et des professionnels dans les territoires, afin qu'ils puissent appréhender les données dont ils pourraient disposer et surtout transformer ces informations en outils d'aide à la décision et à la définition des orientations stratégiques.

3 / Design des politiques publiques / participation des usagers

Le design comme accélérateur d'innovation et de compétitivité [Dossier]

Echos (les), 09/11/2017, n° 22569, p. 44-47

Au sommaire de ce dossier :

- Le design français, riche de sa diversité
- Proludic, Logelis et Jézéquel Publicité
- Interview avec Gaël Perdriau, maire de Saint-Etienne
- La Cité du design, passerelle entre les créateurs et les entreprises

L'innovation dans les collectivités pour transformer l'action publique

Courrier des maires et des élus locaux (le), 11/2017, n° 317, p. 24

Il est aujourd'hui indispensable de renouveler la manière de concevoir et de mettre en œuvre l'action publique locale et les services aux usagers pour les rendre plus efficaces. Encore faut-il savoir préparer en interne l'innovation...

Le design de service public, une nouvelle approche de l'utilisateur

Acteurs publics, 05/2017, n° 127, p. 84-86

Pour améliorer l'efficacité des administrations et collectivités, des laboratoires repartent des besoins des utilisateurs. Les agents publics ne sont pas oubliés dans ces projets qui transforment leur travail quotidien et brisent la verticalité "à l'ancienne".

« La participation des habitants dans le développement social local ? » / GAULENE Sylvie

Forum, 2017/1 (n° 150), p. 79-83.

<https://www.cairn.info/revue-forum-2017-1-page-79.htm>

- De l'injonction législative à la mise en pratique
- Un concept ambivalent
- L'habitant, un personnage unique aux rôles multiples
- Le partenariat un outil pour réussir ensemble
- Des résultats probants lorsque...
- Le trio partenarial

Les services publics s'emparent du design

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 19/09/2016, n° 2333, p. 38-45

http://www.lagazettedescommunes.com/461599/pour-favoriser-linnovation-territoriale-cap-sur-la-creativite-et-le-design-des-services-publics/?utm_source=gm-actualite&utm_medium=Email&utm_campaign=21-09-2016-alerte-email-actualite&abo=1

A l'origine, le design est appliqué dans l'industrie, pour créer des biens et des services privés. Aujourd'hui, cette démarche fondée sur l'interaction avec l'utilisateur commence à être perçue comme pertinente pour penser les services publics.

De plus en plus de collectivités territoriales s'engagent dans le design de service public. Il s'agit d'écouter les attentes de l'utilisateur et son expérience du service rendu. Les projets sont menés avec les usagers dans un objectif de coconstruction.

La 27^{ème} région est un espace pluridisciplinaire, qui épaula les collectivités désireuses d'améliorer leur service au public.

Design des politiques publiques : les prémisses d'une nouvelle culture managériale

la27eregion.fr, 14/05/2017

<http://www.la27eregion.fr/design-des-politiques-publiques-les-premisses-dune-nouvelle-culture-manageriale/>

Qu'est-ce que le design provoque chez les décideurs publics qui le pratiquent ? Depuis quelques années, en France et partout dans le monde le design fait son entrée dans les gouvernements, les administrations et les collectivités pour repenser les services publics : qu'il s'agisse par exemple de repenser la relation entre une mairie et ses usagers, de proposer des services plus adaptés aux créateurs d'entreprises, ou encore repenser l'expérience du patient à l'hôpital.

Les villages du futur : projection collective et créative dans les territoires de Bourgogne / LA 27E REGION

Documentation française (La), 2016, 272 p.

Les regards sont souvent pessimistes sur la vitalité du monde rural où les commerces disparaissent, l'activité devient saisonnière, où les services publics s'arrêtent faute de rentabilité. Pour démentir cette vision, des politiques publiques innovantes doivent être imaginées. Cet ouvrage retrace les travaux menés pendant deux ans par la 27e Région au sein du programme " La Transfo " sur la ruralité en Bourgogne.

Il s'interroge sur l'avenir écologique, social, technologique des villages et imagine la ruralité souhaitable de demain à partir des pratiques, des usages et des témoignages de ceux qui les habitent (associations, habitants, élus).

Table ronde 2 : vers un marketing de la question sociale : comment vendre la question sociale comme un incontournable des projets de territoire ?

Innover pour mieux répondre à l'utilisateur

Courrier des maires et des élus locaux (le), 05/2018, n° 323, p. 25-29

- L'action sociale de proximité se recompose :

Entre départements, CCAS et intercommunalités, la tectonique des plaques de l'action sociale est mouvante. Pour identifier les besoins nouveaux et mieux cibler leurs réponses, les acteurs locaux ont entamé leur aggiornamento

- Pour en finir avec le parcours du combattant : l'utilisateur au centre

Permettre aux territoires de recourir davantage à des délégations concertées pourrait favoriser l'innovation sociale, notamment autour de la notion de parcours

Innovation sociale. Les CCAS ont pris le train

Actualités sociales hebdomadaires, 12/01/2018, n° 3041-3042, p. 14-18

Contraints de « faire mieux » avec – souvent – moins, les centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS/CIAS) explorent la voie de l'innovation : manager autrement, s'aventurer sur de nouveaux secteurs, lancer des partenariats inédits... Des expériences diverses à analyser et à valoriser pour les reproduire et les adapter d'un territoire à l'autre. Petit tour de France de l'innovation sociale.

Le rôle des réseaux dans le changement d'échelle de l'innovation sociale / INJEP

INJEP, 12/2017, n° 8, 4 p

<http://www.injep.fr/boutique/injep-analyses-syntheses/le-role-des-reseaux-dans-le-changement-dechelle-de-linnovation-sociale/505.html>

Aude Kerivel, François Cathelineau, et al. "Loin du mythe de l'inventeur solitaire, l'évaluation du changement d'échelle des innovations sociales lauréates du dispositif « La France s'engage » rend compte d'innovateurs sociaux intégrés dans des collectifs et appartenant à des réseaux pluriels. Ces réseaux leur fournissent des ressources financières et symboliques essentielles pour faire reconnaître leur projet comme étant « innovant » socialement et pour impulser son essaimage. Une attention particulière doit ainsi être portée aux porteurs de projet les moins bien insérés dans ces réseaux."

L'innovation, sociale avant d'être numérique

Visions solidaires pour demain n° 2, 11/2017

http://www.solidarum.org/sites/default/files/atoms/files/visions-solidaires-2_innovation-est-sociale-avant-numerique.pdf

Le caractère innovant d'un projet, même lorsqu'il intègre une forte composante technologique, repose d'abord sur une multitude de critères sociaux. Démonstration via les réflexions de l'Institut Jean-Baptiste Godin et l'exemple de Reconnect, service de « cloud solidaire ».

« Innovation sociale et travail social » / LETHIELLEUX Laëticia, PATUREL Dominique

Forum, 2017/1 (N° 150), p. 7-15. DOI : 10.3917/forum.150.0007

<https://www.cairn.info/revue-forum-2017-1-page-7.htm>

Si l'innovation sociale aujourd'hui s'est institutionnalisée et traverse de nombreux secteurs, de l'entreprise à la société civile, il n'en reste pas moins qu'elle est également liée à la façon dont les acteurs du travail social pensent leur professionnalité. Pour autant, exercer comme travailleur social n'équivaut pas à être innovateur social. Regarder l'innovation sociale du point de vue de la professionnalité des travailleurs sociaux et ensuite comprendre ce que recouvre ce concept sont l'objet de cet article.

Découvrir et comprendre le concept d'innovation territoriale (vidéos) - 17/10/2017

<http://www.ciedel.org/ressources-2/decouvrir-et-comprendre-le-concept-dinnovation-territoriale-video/>

L'innovation est devenue aujourd'hui un élément important des discours politiques. Elle est perçue comme un levier d'attractivité, de compétitivité, de progrès (environnemental, social...). On parle d'ailleurs aujourd'hui volontiers d'innovation sociale (nomination d'un Haut-Commissariat à l'ESS et à l'innovation sociale en septembre 2017). **Mais qu'en est-il de l'innovation territoriale ?**

Les territoires perçoivent bien l'intérêt de développer des solutions innovantes pour contribuer à répondre aux enjeux qui sont les leurs.

Cependant, ils manquent souvent d'outils pour comprendre :

- ce qu'est l'innovation territoriale
- comment elle émerge
- comment la détecter, l'accompagner
- quels sont les impacts, les enjeux sur un territoire

Ces vidéos pédagogiques s'inscrivent dans un travail de recherche-action mené pendant 2 ans par le CIEDEL, en partenariat avec Cap Rural. Ce travail vise à favoriser la compréhension, le repérage, le développement et l'accompagnement de l'innovation sur les territoires, à travers des outils ludiques et un guide pratique

Politiques publiques - Le social en mode projet

Gazette-sante-social.fr, 01/09/2017

Par souci d'innovation et de proximité grandissante avec les citoyens ou en raison de contraintes budgétaires, les collectivités sont de plus en plus nombreuses à découvrir les vertus du décloisonnement. Des méthodes qui s'intéressent plus aux bénéficiaires qu'aux institutions et qui bouleversent les façons de faire.

Transversalité, décloisonnement, agilité, conduite du changement, mode projet, ces nouvelles façons d'agir, impliquant à la fois les services entre eux, mais aussi les habitants et l'ensemble des parties prenantes (associations, entreprises) se répandent de plus en plus. Plusieurs raisons l'expliquent. Les collectivités doivent faire aujourd'hui mieux avec moins de ressources, d'où la nécessité de faire appel à toutes les compétences possibles.

http://www.gazette-sante-social.fr/40893/le-social-en-mode-projet?utm_source=flash-info-gss&utm_medium=email&utm_campaign=flash-info-01-09-2017

Travail social et innovation sociale : un renouvellement des pratiques ?

Forum - revue de la recherche en travail social, 2017, n° 150, 100 p.

Les travailleurs sociaux n'échappent, pas plus que d'autre, au caractère répétitif des actes professionnels. Le cadre institutionnel dans lequel s'actualise leurs interventions sociales laissent parfois peu d'espace à la créativité. Entre contraintes légales et applications des procédures et des dispositifs, certains peuvent penser que les travailleurs sociaux se contentent d'appliquer une réponse préconstruite aux demandes et aux besoins des personnes accompagnées. C'est oublier que ce qui caractérise le travail social, c'est la mise en œuvre d'une réponse adaptée à chaque situation sociale qui, par définition, est toujours singulière.

Cette approche du travail social peut se confondre avec l'innovation sociale parce qu'elle se situe dans un espace créatif où il faut élaborer des réponses nouvelles aux difficultés rencontrées par les usagers ; de plus les contraintes prescriptives des missions des travailleurs sociaux, la baisse des financements publics obligent à trouver des formes d'interventions sociales qui là aussi sont à regarder dans le renouvellement des pratiques plutôt que dans de l'innovation sociale. Pour autant, ce renouvellement peut ouvrir des perspectives à l'innovation sociale dès lors que les usagers sont parties prenantes de leurs réponses et mettent en œuvre les formes qui correspondent à leurs besoins.

L'innovation sociale, un chemin sinueux de la théorie à la pratique

Actualités sociales hebdomadaires, 02/12/2016, n° 2986, p. 11-12

« Sur les chemins de l'innovation ». Tel était le thème du colloque des ASH, organisé le 25 novembre à Paris. A travers leurs expériences, les intervenants ont cherché à donner un sens à ce mot récurrent. L'articulation de l'économique et du social et le concours de la recherche semblent être des ingrédients du changement.

L'action sociale se réinvente - Face à la crise l'obligation de faire autrement / Gazette des communes, des départements, des régions (la), 12/09/2016, n° 2332, p.32-39

Budgets en berne

Baisse des dotations, reste à charge qui explose: dans les services chargés du social aussi, la crise budgétaire des collectivités territoriales se fait de plus en plus sentir. Chaque euro est désormais compté.

Besoins en hausse

Dans ce contexte difficile, les besoins d'aide sociale n'ont fait que progresser, avec des centres communaux d'action sociale qui découvrent de nouveaux profils et des départements asphyxiés par le nombre d'allocataires du RSA

Innovations en cours

Les collectivités n'ont d'autre choix que d'innover dans leur politique. Même s'il n'est pas toujours simple de revoir des années de pratiques, surtout face à des populations en grande difficulté.

Au sommaire :

- Des évaluations des politiques publiques pour que chaque euro soit bien dépensé
- Francis Alföldi : "L'évaluation ne doit pas contribuer à la déshumanisation du travail social qui est déjà en marche"
- Mutualiser, une solution plus complexe qu'il n'y paraît
- Quand il n'y a plus d'autre choix que de recentrer les fonds sur des publics prioritaires

Vers un système territorial d'innovation sociale / MANTEROLA Jean-Jacques

Cahiers du Centre Émile Durkheim, 06/2016, n° 18, 51 p.

<https://durkheim.u-bordeaux.fr/Publications/Cahiers-du-CED>

Ce texte prend appui sur une comparaison interterritoriale de deux secteurs d'activité touchant des populations vulnérables (insertion par l'activité économique et aide à domicile), tiraillés entre la force de l'isomorphisme marchand, et des valeurs de solidarité dans lesquelles ils puisent leur justification. Cette comparaison menée dans le cadre d'une recherche empirique en Communauté autonome basque et Pays basque français cherche in fine à vérifier les compromis pouvant être construits sur le registre des valeurs partagées entre secteurs et territoires. Elle permet de conceptualiser des systèmes territoriaux d'innovation sociale qui produisent une forme de transformation sociale, en marquant leur préférence pour des populations vulnérables en tant qu'objets et sujets des dynamiques territoriales. Nous privilégions ici une acception de l'innovation sociale centrée sur la participation de multiples parties prenantes, soit un processus collectif, dans une dynamique de transformation de la société. Cette approche institutionnaliste de l'innovation sociale accorde une place particulière au territoire et à la notion de gouvernance partenariale. Elle s'éloigne d'une vision entrepreneuriale, inspirée de courants américains et anglo-saxons, qui met l'accent sur la personnalisation d'une dynamique portée par un entrepreneur, plutôt que sur l'organisation.

Table ronde 3 : et demain ? Quelle action sociale de proximité ?

❖ OUVRAGES



Les nouvelles dynamiques du développement social / AVENEL Cyprien, BOURQUE Denis

Champ social éditions, 2017, 279 p.

Le développement social connaît un regain d'intérêt et de pertinence en raison de l'évolution profonde des problématiques sociales et de la remise en cause des interventions traditionnelles des politiques sociales. Cet ouvrage collectif interroge les nouvelles dynamiques du développement social et du travail social collectif en France face aux défis sociaux d'aujourd'hui en tirant profit d'un regard croisé avec l'expérience du Québec. Loin de révéler un Québec en pointe et une France en retard, il souligne la similitude des processus et des enjeux et il permet une clarification des concepts et des pratiques (intervention collective, empowerment, participation citoyenne...). L'ouvrage est construit autour de quatre questions structurantes : le rôle de l'État et la contribution des politiques sociales au développement des territoires ; l'ouverture des pratiques professionnelles du champ social à l'intervention collective ; le renforcement de la société civile et de la participation citoyenne ; l'enjeu d'une conception stratégique de la politique sociale, qui n'est pas simplement une dépense et une charge, mais un instrument dynamique de construction du bien commun local.

Ce livre s'adresse aussi bien aux universitaires et aux étudiants, qu'aux travailleurs et intervenants sociaux, aux cadres et dirigeants territoriaux, aux associations et aux responsables politiques, à tous ceux qui sont sensibles à une approche transformatrice des questions sociales. (Présentation de l'éditeur)

http://champsocial.com/medias/Annexes_nouvelles_dynamiques.pdf



Vers un État social actif à la Française ? / ROUZEAU Marc

Presses de l'EHESP, 2016, 169 p.

Face au développement des vulnérabilités, à la persistance de la pauvreté et aux risques de ghettoïsation, il est devenu indispensable de s'accorder sur la prise en charge des problèmes sociaux (dépenses sociales, prévention, mobilisation des usagers...). Ainsi, dans les sociétés occidentales, une logique de responsabilisation a pris le pas sur la logique d'assistance héritée des Trente Glorieuses et l'« État social actif » se propage. Sa version française reste cependant, à inventer et c'est à cette tâche que s'attelle ici Marc Rouzeau, de manière scientifique et audacieuse. En s'appuyant sur une solide culture historique, il examine méthodiquement les principales étapes du traitement français de la question sociale : constitution lente et progressive d'un « quasi-secteur » social, processus généralisé de territorialisation des années 1980, apparition de nouveaux instruments depuis 2005 (agences, appels à projet, évaluation...). Grâce à une appréhension renouvelée de la question sociale, une prise en compte du cadre républicain et une ouverture documentée aux influences transnationales (notamment québécoises), l'auteur livre dans cet ouvrage un regard éclairé sur les mutations de l'action publique, invitant à se saisir des impensés de la réforme territoriale en cours.



La co-construction : une alternative managériale / FOUURIAT Michel

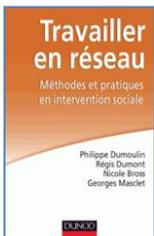
Presses de l'EHESP, 2016, 193 p.

Proche de la notion de participation, la co-construction renvoie à une question concrète : comment des acteurs ayant des intérêts ou des points de vue différents peuvent-ils élaborer un projet partagé ? Aujourd'hui, cette problématique intéresse particulièrement l'action sociale, la gouvernance des organisations, le développement territorial, la démocratie délibérative, la formation des adultes, les recherches collaboratives... Cet ouvrage répond ainsi à trois objectifs : il apporte une clarification conceptuelle, analyse la progressive reconnaissance de la co-construction dans le champ social et les raisons de l'engouement actuel pour cette problématique (même si les réalisations et les pratiques restent hésitantes), et, enfin, détaille les différents problèmes théoriques et méthodologiques au centre des démarches co-constructives.



Travail social et territoire. Concept, méthode, outils / MOINE Alexandre, SORITA Nathalie
Presses de l'EHESP, 2015, 252 p.

Les territoires sont au cœur des politiques sociales. Mais que recouvre cette notion ? Fruit d'un dialogue entre géographes et professionnels de l'action sociale, entre théorie et pratique, ce livre en propose un nouvel éclairage à l'usage des travailleurs sociaux. Pluridisciplinaire, la notion de territoire se situe au croisement de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques et sociales. À travers une synthèse théorique, les auteurs proposent des outils d'analyse et de diagnostic permettant d'appréhender la réalité complexe des territoires et de mieux penser le travail social.



Travailler en réseau : méthodes et pratiques en intervention sociale / DUMOULIN Philippe, DUMONT Régis, BROSS Nicole, MASCLET Georges
Dunod, 2015, 269 p.

La crise de sens qui touche la société se traduit à l'échelon du territoire par l'émergence de phénomènes sociaux et de situations problèmes de plus en plus massives et complexes. En confrontation directe avec les publics ciblés, les professionnels tentent d'exercer des missions aussi diverses que les institutions ou services qu'ils représentent. Parce qu'il reconnaît les potentiels des professionnels et des usagers, le réseau s'impose en force dans les esprits comme une sorte de panacée universelle susceptible de régler les difficultés liées aux problématiques nouvelles et à la nécessité de coordonner les actions entre partenaires. Sans succomber à ce mirage, les auteurs, à travers leurs expériences respectives, décrivent le réseau comme un outil d'intervention qui laisse une place importante à l'humain. « L'intervention de réseau », « le travail social de réseau », « les réseaux d'échanges de savoirs », « les réseaux professionnels » dans leur utilisation optimum sont des outils, certes différents, mais qui placent l'usager ou le professionnel en position d'acteur capable de développer et de mobiliser des ressources pour trouver des solutions adaptées aux situations auxquelles il est confronté. Après une approche contextuelle autour de l'émergence des réseaux, les auteurs apportent des définitions de ces différentes formes organisationnelles illustrées par des exemples tirés de leurs expériences. Les conseils qu'ils apportent à la fin de chaque exposé font de cet ouvrage un véritable manuel pratique destinés à ceux qui veulent se familiariser et utiliser l'outil que constitue le réseau.

❖ ARTICLES

Conseils départementaux - Toujours partenaires ?

Direction(s), 30/03/2018, n° 3054, p. 24-31

Difficile application de la loi Vieillesse, prise en charge des mineurs non accompagnés, financement des allocations de solidarité... Nombreuses sont les embûches auxquelles les conseils départementaux sont confrontés, dans un contexte d'économies imposées par l'État. À la recherche de marges de manœuvre, certains répercutent leurs difficultés sur les structures qu'elles financent, tel un implacable effet domino. Gestionnaires et collectivités n'ont pourtant pas d'autres choix que de trouver ensemble des solutions pour maintenir la qualité du service aux usagers.

- « Une relation qui se joue à deux »
- Un CPOM territorialisé en soutien de l'aide à domicile
- MNA : les associations répondent présent
- Le revenu de base bientôt à l'essai ?

http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/494/original/Terra_Nova_Depenses-sociales-des-departements_121217.pdf?1513087448

"Le développement social ce n'est pas uniquement une affaire de travail social" / AVENEL Cyprien **Gazette sante social (1a), 03/2018, n° 149, p. 12**

Entretien avec Cyprien Avenel, coauteur de "Les nouvelles dynamiques du développement social". Il est également sociologue, chercheur associé à l'École urbaine de Sciences Po Paris et enseignant à la Chaire de travail social et d'intervention sociale du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris.

Retour d'expérience : communauté de communes Périgord-Limousin (Dordogne) / Une réorganisation à deux leviers : convergence et proximité Intercommunalités, 03/2018, n° 228, p. 7

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/AdCF-Interco228-basse-def-2.pdf>

En Dordogne, département qui compte le plus grand nombre de Cias en France, toute évolution de périmètre intercommunal est susceptible d'emporter des conséquences sur l'organisation de l'action sociale. La communauté Périgord-Limousin a opté pour un équilibre entre harmonisation et territorialisation de ses services.

Nouveaux partenariats pour espaces innovants / JOHN Catherine, FURNO Isabelle, MERENS Guy EMPAN, 12/2017, n° 108, p. 12-97

Le tournant pris par l'état pour passer d'une politique d'assistance à une politique d'« attention », c'est-à-dire de soutien de la demande d'une personne actrice de son devenir, impacte profondément le fonctionnement des institutions et par là même des pratiques. Cette orientation, déjà initiée par la restructuration des secteurs sanitaire et médico-social, conséquence de la loi HPST, puis par la loi de 2005 impose, pour un fonctionnement efficient, le développement de partenariats étroits et la constitution de réseaux professionnels cohérents. Appelées dans le rapport Piveteau « Zéro sans solution » à un travail en transversalité, les institutions sociales, médico-sociales, sanitaires et scolaires se voient ainsi contraintes au développement d'espaces, de dispositifs et d'instances inter-institutionnels. De nouvelles organisations voient le jour dans des logiques relevant parfois du secteur privé voire même du statut d'autoentrepreneur.

En quoi ces nouvelles orientations, supposées « ne jamais laisser personne sur le bord du chemin » influencent-elles nos pratiques ? Ramènent-elles du lien social par le truchement des réseaux et partenariats ou au contraire risquent-elles d'accélérer son délitement ?

<https://www.cairn.info/revue-empan-2017-4.htm>

Schémas départementaux de services aux familles : les institutions ont parfois du mal à travailler ensemble

Gazette-sante-social.fr, 13/07/2017

http://www.gazette-sante-social.fr/40434/schemas-departementaux-de-services-aux-familles-les-institutions-ont-parfois-du-mal-a-travailler-ensemble?utm_source=flash-info-gss&utm_medium=email&utm_campaign=flash-info-13-07-2017

Daniel Lenoir voit dans ces schémas le socle de la future convention d'objectifs et de gestion, et insiste pour une généralisation d'ici à la fin de l'année. Servane Martin revendique un suivi rapproché de leur mise en œuvre pour que la réforme de la gouvernance des services aux familles porte ses fruits.

Une plateforme généraliste et décrochée en appui

Direction(s), 07/2017, n° 155, p. 25

Dans le Pas-de-Calais, un groupement de coopération médico-sociale associant le conseil départemental et quinze acteurs du secteur a mis en place une plateforme qui répond à un double objectif : soutenir les aidants et animer le réseau local des porteurs de solutions.

CCAS - A la croisée des chemins

Direction(s), 06/2017, n° 154, p. 22-29

Les centres communaux d'action sociale (CCAS) sont en pleine mutation. Alors qu'ils doivent continuer à tenir leur rôle d'acteurs de proximité, au plus près des publics fragiles afin d'assurer leur protection et leur accès aux droits, ils sont aujourd'hui contraints de se diversifier et de se réorganiser. Objectif ? Passer d'une logique de guichet d'aide sociale à une logique d'accompagnement des personnes.

<http://www.unccas.org/les-centres-intercommunaux-d-action-sociale-des-appuis-majeurs-dans-des-territoires-en-pleine#.WTpQqjekK70>

Développement social local : Une plateforme d'échanges pour impulser des projets / SOYEZ Fabien

Travail Social Actualités, 03/2017, n° 80, p. 28-29

Plateforme de soutien aux initiatives locales sur le territoire de Lens-Liévain, la "Fabrik à projets" réunit les acteurs sociaux et les habitants. Un espace de partage pour soutenir le développement de projets, mais aussi constituer des réseaux.

https://www.youtube.com/watch?v=K_2WrB4SFv0

Bourg-en-Bresse. Agir ensemble pour l'accès aux droits

Gazette sante social (la), 01/2017, n° 136, p. 18

CCAS, CAF et département de l'Ain développent l'analyse mixte et collective des difficultés d'accès aux droits et coconstruisent des propositions d'amélioration concrètes de l'offre de services.

Les enjeux du développement social et territorial au regard du rôle de l'État et des politiques du droit commun / AVENEL Cyprien

Politiques sociales, 2017, n° 124, p. 68-78

Si la notion de développement social n'est guère une nouveauté en France, elle connaît depuis quelques années un nouvel engouement. Elle est progressivement apparue à travers des expérimentations locales, des courants de réflexions associatifs et institutionnels, quelques circulaires et certains dispositifs d'innovation, mais elle est restée circonscrite jusqu'à présent dans des cercles relativement étroits, avec un impact marginal, par comparaison avec les pratiques de l'aide sociale individuelle. Or, les récentes mesures de la réforme territoriale (2014 et 2015) inscrivent le développement social, pour la première fois, dans la loi, et en confient la compétence au Conseil départemental, renommé « chef de file de l'action sociale et du développement social ». Cette évolution législative inscrit donc l'action sociale et le travail social dans un projet politique désormais élargi au développement social.

Une ferme urbaine cultive l'innovation sociale

Direction(s), 12/2016, n° 148, p. 26-29

Stains (Seine-Saint-Denis). Outil de coopération, d'insertion et de sensibilisation à l'environnement, la Ferme des possibles vise à regrouper autour de ses activités de maraîchage de nombreux acteurs du secteur social et médico-social et à contribuer au développement du territoire. Objectif ? Insuffler une culture du partenariat fondée sur les synergies locales.

Ou en est le développement social ? L'état des lieux de l' ODAS

Actualités sociales hebdomadaires, 23/09/2016, n° 2976, p. 20-21

Dans un rapport qu'il vient de publier, l'Observatoire national de l'action sociale (ODAS) propose un bilan de l'implication des départements dans le développement social. Elaboré à partir de différents travaux de l'Odas, et plus particulièrement d'une recherche-action intitulée "Territorialisation et cohésion sociale" conduite de 2012 à 2015 par l'Observatoire et 18 départements, ce rapport relève que le mouvement de restructuration vers le développement social remonte à plus d'une dizaine d'années.

http://odas.net/IMG/pdf/rapport_odas_developpement_social_-_les_departements_a_l_epreuve_du_reel_-_2016.pdf

<http://odas.net/les-publications>

Le travail social au défi du développement social / AVENEL Cyprien

Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 115-137

La notion de développement social est portée par la volonté de promouvoir la mise en œuvre de politiques émancipatrices, participatives. Dans le cadre de la décentralisation, elle traduit la volonté de s'appuyer sur l'atout de la proximité et incarne l'ambition d'une approche plus locale et partenariale des politiques publiques, afin de dépasser les approches verticales et sectorielles. Le développement social est une stratégie territoriale qui consiste à agir sur l'environnement dans tous ses aspects, à promouvoir le pouvoir d'agir individuel et collectif.

En matière de gouvernance, il appartient aux institutions en responsabilité des politiques publiques de formaliser la coopération territoriale, le pilotage politique et institutionnel dans une conception de l'intervention, ascendante, transversale, qui se traduit par la coopération de tous les acteurs autour d'un projet social de territoire. Au niveau technique, le travail social doit être orienté vers des approches globales, des pratiques plus collectives. Les egts, à travers les assises interrégionales, ont été l'occasion de mettre en avant des « pratiques inspirantes », des initiatives et des projets collectifs dans les territoires. Dès lors, il s'agit d'étendre ces pratiques et pour cela de renforcer la formation des travailleurs sociaux à l'intervention collective, de favoriser une culture de la transversalité, le décloisonnement des secteurs d'activités comme des métiers.

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0115

« Principaux acteurs et leviers du développement social et besoins de formation associés des travailleurs sociaux. La pratique et le point de vue d'un dirigeant de collectivité territoriale » / VALLANCE Denis

Pensée plurielle, 2016/3 (n° 43), p. 53-65. DOI : 10.3917/pp.043.0053.

<https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2016-3-page-53.htm>

Après le rappel des principes fondateurs (solidarité nationale, citoyens-acteurs, environnement mobilisé, solidarité intégrée aux politiques publiques, approche adaptée au territoire), et des acteurs clés du développement social (l'utilisateur, son environnement, les partenaires locaux, les élus, les intervenants sociaux), l'auteur expose les besoins nouveaux de formation des travailleurs sociaux puis les évolutions correspondantes qu'il préconise pour les cursus de formation.

« Les coopérations, de nouvelles transactions dans le travail social ? » / FOURDRIGNIER Marc

Pensée plurielle, 2016/3 (n° 43), p. 23-35. DOI : 10.3917/pp.043.0023.

<https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2016-3-page-23.htm>

Le partenariat, référence dominante dans le champ social dans les années 1980-2000, est depuis lors concurrencé par une autre forme de travail ensemble : la coopération. Celle-ci s'est d'abord développée dans les politiques publiques et s'inscrit progressivement dans les organisations et les pratiques professionnelles. Le développement de la coopération se décline à trois niveaux distincts et nécessite l'élaboration de transactions qui permettent de conjuguer concurrence et confiance, tout en évitant le conflit.

« Le travail social au défi du développement social » / AVENEL Cyprien,

Vie sociale, 2016/1 (n° 13), p. 115-137. DOI : 10.3917/vsoc.161.0115.

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2016-1-page-115.htm>

La notion de développement social est portée par la volonté de promouvoir la mise en œuvre de politiques émancipatrices, participatives. Dans le cadre de la décentralisation, elle traduit la volonté de s'appuyer sur l'atout de la proximité et incarne l'ambition d'une approche plus locale et partenariale des politiques publiques, afin de dépasser les approches verticales et sectorielles. Le développement social est une stratégie territoriale qui consiste à agir sur l'environnement dans tous ses aspects, à promouvoir le pouvoir d'agir individuel et collectif.

En matière de gouvernance, il appartient aux institutions en responsabilité des politiques publiques de formaliser la coopération territoriale, le pilotage politique et institutionnel dans une conception de l'intervention, ascendante, transversale, qui se traduit par la coopération de tous les acteurs autour d'un projet social de territoire. Au niveau technique, le travail social doit être orienté vers des approches globales, des pratiques plus collectives. Les egts, à travers les assises interrégionales, ont été l'occasion de mettre en avant des « pratiques inspirantes », des initiatives et des projets collectifs dans les territoires. Dès lors, il s'agit d'étendre ces pratiques et pour cela de renforcer la formation des travailleurs sociaux à l'intervention collective, de favoriser une culture de la transversalité, le décloisonnement des secteurs d'activités comme des métiers.

La coordination institutionnelle entre les acteurs / AUDOUARD Nathalie

Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 139-148

http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0139

Cet article se propose d'analyser ce que la démarche des egts a produit pour les acteurs d'un département, dans un contexte institutionnel complexe. Notamment le processus engagé a été l'occasion de réaliser un véritable état des lieux territorial des logiques d'acteurs et des enjeux locaux. Il a permis de mettre en synergie des usagers, des bénévoles, des professionnels du travail social et de l'intervention sociale, mais aussi des dirigeants de structures publiques et privées gestionnaires ou opérateurs des politiques publiques de l'action sociale. Cette démarche des egts a démontré que le travail social et l'intervention sociale ne peuvent penser leur structuration de façon isolée. Le cloisonnement des niveaux de pilotage, de décision et d'intervention doit faire l'objet d'une réflexion de fond et doit être pensé collectivement. Ce travail d'envergure qui a abouti à un plan d'action national a redonné du sens aux pratiques et dégagé ainsi des perspectives opérationnelles.

Travail social, partenariats et transactions sociales / LYET Philippe, FOURDRIGNIER Marc, VALLANCE Denis, FERRAND Laure, GRIMARD Carolyne, ZWICK MONNEY Martine, COLLIN Jonathan

Pensée Plurielle, 2016, n° 43, 176 p.

<https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2016-3.htm>

- Transactions sociales et partenariats institutionnels
- * Les transactions partenariales dans le travail social : des institutions incertaines
- * Les coopérations, de nouvelles transactions dans le travail social ?
- * Principaux acteurs et leviers du développement social et besoins de formation associés des travailleurs sociaux. La pratique et le point de vue d'un dirigeant de collectivité territoriale
- * Les capacités d'agir des travailleurs sociaux
- Transactions sociales entre professionnels et destinataires du travail social
- * Les marches exploratoires de femmes. Quand un dispositif à visée participative renforce le pouvoir d'agir des professionnels de l'action sociale
- * Le travailleur médico-social, entre l'institution et les parents
- * Le tutorat comme outil d'adaptation dans un contexte de changement : un champ d'observation pertinent de la transaction sociale

L'action sociale bousculée par la recomposition institutionnelle

Maires de France, n° 325, 06/2015, p. 36-37

L'action sociale locale est bousculée : remise en question de l'obligation d'avoir un CCAS, montée de l'intercommunalité, recomposition des rôles des départements et des métropoles... Cette réorganisation offre une occasion de repenser l'action sociale locale et de réfléchir à la question de l'échelle pertinente.

- Relations communes/départements : un nouveau maillage en construction
- Construire de nouvelles proximités : expérience de la communauté de communes du Pays de Craon (53)
- Le centre social du Briançonnais "vit de l'intercommunalité"

Le projet social de territoire de Clichy-sous-Bois

Banque d'expérience de l'UNCCAS, 06/05/2015

<http://www.unccas.org/le-projet-social-de-territoire-de-clichy-sous-bois#.VzGQgE9f270>

La Ville de Clichy-sous-Bois met en œuvre une démarche de mise en synergie des acteurs, de partage des ressources et de développement d'initiatives en faveur des solidarités pour lever les freins de l'accès aux droits, l'accès à l'autonomie et s'adapter aux besoins des Clichois.

Analyse des besoins sociaux : outil de gestion ou exigence démocratique ? / MARTIN Laure

Gazette sante social (la), n° 116, 03/2015, p. 19-26

Au sommaire :

- Analyse des besoins sociaux : ajuster les moyens aux besoins
- Besançon : l'ABS est un constat
- Annonay : une ambition partagée à l'échelle intercommunale
- Les conditions pour réussir une bonne analyse des besoins sociaux : témoignages de deux consultants Hervé Guéry et Marc Fourdrignier
- Un rapport social pour des plans d'action communaux : expérience au Luxembourg

Des territoires associés à l'action sociale

Travail Social Actualités, 03/2015, p. 20-21

En Meurthe-et-Moselle, la territorialisation et contractualisation font partie de l'ADN de l'action sociale. A l'initiative du département, elle se diffuse partout, dans la transversalité et une démarche décisionnelle ascendante.

La cohésion sociale au cœur du projet de territoire

Intercommunalités, 12/2014, p. 11-20

<http://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco195-141224-Web.pdf>

Faire de la cohésion sociale un des piliers du projet de territoire, changer de perspective, d'une approche par les publics à une vision plus ensemblière du bien-être et du lien social : un défi pour les communautés. En cours de rédaction d'un rapport consacré à l'action sociale intercommunale, l'ADCF délivre, au travers de ce dossier, ses premiers éléments d'analyse.

- d'une action sociale intercommunale ciblée à une politique de cohésion sociale
- expériences - communauté de communes de l'Outre-Forêt (Bas-Rhin) : le relais de services à la personne, lieu ressource pour les seniors et les aides à domicile ; Communauté d'agglomération du Val d'Orge (Essonne) : la cohésion sociale par la politique de la ville
- à quoi sert un CIAS ?
- CCAS/CIAS : un dialogue à construire
- expériences - communauté de communes de l'Ernée (Mayenne) : développer de nouveaux services ; communauté de communes d'Aire -sur-l'Adour (Gers/Landes) : un CIAS pour deux départements ; Carcassonne Agglo (Aude) : la subsidiarité dans un CIAS "XXL"
- collectivités et associations : reconfiguration du partenariat
- le centre social, outil de partage d'une politique sociale de territoire ?
- témoignages, débat...

Dossier documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1

www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**, Directrice

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand, Pascale Vincent**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2018 CNFPT/ INSET D'ANGERS

Centre national de la fonction publique territoriale

